

**REPONSE A LA CONSULTATION SUR LA DEFINITION
DU PLAFOND TARIFAIRE DE BOUYGUES TELECOM
POUR LE 2nd SEMESTRE 2010**

15 février 2010

1 Synthèse

Le projet de décision de l'Autorité fixe à 3,4 centimes d'euro par minute le plafond tarifaire de la terminaison d'appel vocal de Bouygues Telecom pour le second semestre 2010. Bouygues Telecom s'étonne du niveau de plafond tarifaire retenu, qui ne manquera pas de lui causer un grave préjudice. Pourtant, tant le cadre réglementaire que la décision du Conseil d'Etat du 24 juillet 2009 auraient dû conduire l'Autorité à proposer un plafond tarifaire plus élevé, respectant ainsi son obligation d'adopter des mesures raisonnables et proportionnées.

Ainsi, Bouygues Telecom s'étonne que l'Autorité :

- puisse proposer que la baisse de son tarif de terminaison d'appel soit proportionnellement plus importante que celle d'Orange et de SFR ;
- crée une discrimination évidente entre les opérateurs en maintenant, sans cause réelle, un transfert financier majeur du plus petit opérateur vers les plus gros.

La mesure proposée impactera plus fortement Bouygues Telecom qu'Orange et SFR, alors que :

- la baisse des revenus de terminaison d'appel d'Orange est largement compensée par l'augmentation des marges réalisées sur les appels fixes vers mobiles par France Telecom ;
- les sommes versées par Bouygues Telecom à Orange et SFR, depuis 2005, au titre de l'interconnexion, excèdent très largement les coûts supportés par ces derniers pour écouler le trafic provenant de Bouygues Telecom, leur conférant ainsi des marges disproportionnées qu'ils ont exploitées pour soutenir leur agressivité commerciale sur le marché de détail ;
- l'impact de la baisse de la terminaison d'appel sur le chiffre d'affaires et donc sur la capacité d'investissement de Bouygues Telecom est très supérieur en proportion à celui que subiront Orange et SFR.

Certes, l'Autorité justifie son choix par la volonté de ne compenser que partiellement le déséquilibre financier subi par Bouygues Telecom du fait de l'écart entre les plafonds tarifaires et le coût réel (coût incrémental) de la prestation assurée par les opérateurs. Néanmoins, à cette occasion, l'Autorité ne donne aucune information quant à la manière dont le niveau de « non compensation » a été défini, manquant ainsi à son obligation de transparence. Or, cette compensation partielle ne doit pas conduire au non respect du cadre réglementaire applicable qui résulterait du montant proposé.

Pourtant, en retenant pour Bouygues Telecom un pourcentage de baisse plus proche de celui qu'elle a retenu pour Orange et SFR, l'Autorité aurait pu respecter son objectif de fixation, à fin 2012, des tarifs de terminaison d'appel au niveau des coûts incrémentaux des opérateurs mobiles, tout en ne compensant que partiellement le déséquilibre financier résultant des écarts de volume de trafic entre opérateurs.

Dès lors, ni le caractère raisonnable de la mesure, ni son caractère proportionné à l'objectif poursuivi ne sauraient être invoqués à l'appui d'une décision qui introduirait, par ailleurs, une discrimination flagrante dans le traitement des opérateurs mobiles.

De manière plus générale, le projet de l'Autorité vient alourdir l'impact économique des évolutions réglementaires et des mesures gouvernementales qui sont entrées en application depuis 18 mois : baisse des terminaisons voix, mesures sur les services à valeur ajoutée, règlement roaming, taxes, variations des coûts attachés à la licence. L'impact cumulé des mesures telles qu'elles s'appliqueront à partir de mi 2010 et calculé sur la base des volumes de l'année 2008 (dernière année pour laquelle les volumes de trafic et les indicateurs financiers sont publics), est supérieur à [X] M€.

2 Une décision non proportionnée

Il appartient à l'Autorité de prendre « *dans des conditions objectives et transparentes, des mesures raisonnables et proportionnées aux objectifs poursuivis* » (Article L-32-1 CPCE). La baisse de la terminaison applicable à Bouygues Telecom conduit, en pourcentage, à une baisse supérieure à celle de ses concurrents. La baisse n'est donc pas « homothétique » et constitue une mesure non proportionnée pour atteindre l'objectif d'orientation vers les coûts incrémentaux.

Une baisse « homothétique » aurait conduit, en prenant comme point de départ le niveau des terminaisons d'appel de 2008, à un plafond de 3,9 centimes d'euro par minute, soit une baisse de 54% équivalente pour les trois opérateurs sur la période 2008-2010. Ce plafond serait également parfaitement compatible avec la disparition, d'un différentiel entre opérateurs une fois atteint un niveau de terminaison d'appel proche du coût incrémental.

3 Une décision discriminatoire

En pratique, le niveau de 3,4 ct implique une baisse de 60 % du niveau tarifaire de Bouygues Telecom sur la période 2008-2010 contre 54 % pour ses concurrents.

Par ailleurs, l'impact du projet de décision est évalué à [X] d'EBIT 2008 environ pour Orange et SFR contre [X] d'EBIT 2008 pour Bouygues Telecom. Ainsi, tandis que le projet dégrade de façon identique les résultats d'Orange et de SFR, il conduit à un effort financier sensiblement plus élevé pour Bouygues Telecom, la privant d'une capacité d'investissement substantielle, au moment où le marché se transforme et nécessite de nouveaux investissements.

4 La compensation partielle retenue par l'Autorité repose sur une analyse erronée

L'Autorité justifie son choix de la compensation partielle, d'une part, par le souci de limiter l'impact de la répercussion du différentiel de Bouygues Telecom sur le consommateur fixe, et, d'autre part, par le souhait de voir chaque opérateur mobile assumer ses risques commerciaux.

En premier lieu, Bouygues Telecom rappelle qu'aucune baisse de la terminaison d'appel mobile n'a été répercutée depuis 2006 dans les tarifs de détail des clients des opérateurs fixes pour les appels fixes vers mobiles. Pour ne considérer que la dernière baisse de terminaison mobile, entrée en vigueur en juillet 2009, la non répercussion auprès des clients fixes représente une valeur de [X] M€ captée par les opérateurs fixes..

La non répercussion de la baisse programmée pour juillet 2010 se traduirait quant à elle par la captation par les opérateurs fixes de [X] M€ par an alors que le coût pour ces derniers du différentiel de Bouygues Telecom n'est comparativement que de [X] M€ (compensation partielle) et ne serait, au maximum, que de [X] M€ (compensation totale).

Ainsi, l'Autorité décide d'abaisser de [X] M€ l'impact du différentiel de Bouygues Telecom pour les opérateurs fixes alors que ces derniers retiennent [X] M€ au titre des appels fixes vers mobiles. La disproportion de la mesure et son caractère non raisonnable et discriminatoire sont évidents, d'autant qu'il est malheureusement à craindre que ces montants ne seront pas restitués aux consommateurs par les opérateurs fixes.

En second lieu, Bouygues Telecom a assumé depuis 2006 le risque commercial pris avec l'offre NEO (offre trous opérateurs avec plages horaires illimitées), alors même que cette offre et ses évolutions lui ont été imposées par les offres « on net » de ses concurrents et a eu pour conséquence un transfert financier cumulé de [X] M€ au profit de ses concurrents. Ces derniers n'ont répliqué que tardivement, à partir de 2008, date à laquelle ils avaient déjà tiré un profit considérable de ce transfert financier. Le différentiel ne peut être considéré par nos concurrents, compte tenu de l'importance de leur parc clients et de la faible proportion de leur trafic vers Bouygues Telecom, comme un obstacle à leur capacité d'innovation commerciale. A l'inverse, le risque pour Bouygues Telecom de supporter des tarifs d'interconnexion supérieurs aux coûts incrémentaux sur une part très significative de son trafic demeure un obstacle beaucoup plus important à l'innovation et à la concurrence.

5 La compensation partielle retenue par l'Autorité conduit à des transferts de marge au profit d'Orange et de SFR

Compte tenu du caractère par définition indéterminé à ce jour des offres commerciales qui seront disponibles au second semestre 2010, l'hypothèse à la fois la plus juste et la moins contestable consiste à considérer que les soldes de trafic du second semestre 2010 seront identiques à ceux du second semestre 2009. Or, de juillet à décembre 2009, le réseau Bouygues Telecom a émis [X] Mmn vers les réseaux mobiles. Sur la même période, Orange et SFR ont transmis [X] Mmn vers Bouygues Telecom. Il en découle, compte tenu du coût incrémental de 1,3 ct€ / mn retenu par l'Autorité, un transfert financier (au-delà du solde d'interconnexion résultant du coût incrémental) de Bouygues Telecom vers ses concurrents de [X] M€ sur le semestre.

A cet égard, Il est à noter que ce transfert non justifié est sensiblement supérieur au revenu de [X] M€ enregistré par Bouygues Telecom sur le même semestre et résultant de l'asymétrie acquittée par les opérateurs fixes pour leur trafic.

6 Absence de transparence et de cohérence

Si l'Autorité rappelle longuement le contexte et les principes qui sous-tendent le contrôle tarifaire, elle ne donne en revanche aucun détail sur les modalités du calcul du différentiel, si ce n'est qu'il résulte d'un compromis entre des objectifs parfois contradictoires. Ce faisant, le projet de l'Autorité arbitre le point principal de sa décision dans des conditions non transparentes.